

MSNA Haiti 2023 - Ouest (hors ZMPAP)

Les résultats clés de l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) dans le département de l'Ouest (hors Zone Métropolitaine de Port-au-Prince) auprès des populations non-déplacées

Décembre 2024

Messages clés

- Des disparités en matière de besoins sont à noter au niveau du département. En effet, dans la zone de moyens d'existence (ZME) *Plaine ouest bananière d'Arcahaie* couvrant **les communes d'Arcahaie et Cabaret**, **72% n'ont pu satisfaire que 25% ou moins de leurs besoins prioritaires**. C'est également dans cette zone où les résultats montrent une proportion plus élevée de ménages ayant **subi un choc, principalement lié à l'insécurité (17%)** qui a affecté leur capacité à satisfaire leurs besoins par rapport à la moyenne départementale.
- En matière de sécurité alimentaire, la zone de moyens d'existence (ZME) *Littoral sec maïs et charbon* couvrant **les communes d'Anse à Galets et Pointe à Raquette (Ile de la Gonave)**, est la région dans le département présentant les résultats les plus critiques. A l'Ile de la Gonave, **22%** des ménages sont un niveau dit de sévère sur l'échelle de la faim (HHS). Aussi **25%** des ménages adoptent des **stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI) dites d'urgence**. La deuxième principale source d'alimentation rapporté dans cette région est **l'achat à crédit (33%)**.
- En matière de protection, c'est dans la zone de moyens d'existence (ZME) *Plaine ouest bananière d'Arcahaie* couvrant **les communes d'Arcahaie et Cabaret**, que des préoccupations graves en matière de sécurité ont été les plus rapportées. En effet, lorsqu'interrogés sur leurs principales préoccupations en matière de sécurité pour les hommes, **12%** des ménages ont indiqué **les risques d'être blessés ou tués par une balle ou une balle perdue** et **6%** craignent **leur recrutement par un groupe armé**. A l'Ile de la Gonave, les résultats montrent une **prévalence préoccupante des grossesses précoces** rapportées comme principale préoccupation en matière de sécurité pour les filles par **28%** des ménages.

47%

des ménages interrogés **ont pu satisfaire qu'un quart ou moins de leurs besoins prioritaires.***

38%

des ménages **vivent dans un abri non-adéquat**, et **59%** des ménages ont rapporté **résider dans un abri ne résistant pas aux aléas climatiques**.

*Les ménages interrogés ont été invités à estimer dans quelle mesure leurs besoins prioritaires étaient satisfaits, selon leur propre perception et compréhension de ces besoins

CONTEXTE

Face aux phénomènes naturels dévastateurs et à la menace omniprésente des gangs armés, Haïti est plongée dans une crise humanitaire exacerbée par une conjoncture sociopolitique instable. Le département de l'Ouest demeure le foyer central de cette crise, avec les violences perpétrées par les gangs qui génèrent d'importants mouvements de population. En juillet 2023, selon les données du Displacement Tracking Matrix de l'OIM, près de 200 000 personnes étaient recensées comme déplacées, dont la moitié étaient des enfants fuyant les attaques ou les affrontements impliquant des groupes armés.¹ Cette situation de crise sécuritaire que traverse le pays a un impact considérable sur l'accès aux services et aux infrastructures de base, notamment et à titre d'exemple, sur le fonctionnement du système de santé. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), au 18 décembre 2022, 73% des 22 plus grandes structures de santé du pays indiquaient ne pas avoir suffisamment d'intrants pour fonctionner normalement. Ces difficultés sont notamment liées aux blocages de certaines routes et plateformes logistiques par les gangs et aux troubles sociaux ainsi qu'aux coûts importants d'acheminement d'intrants dans le pays.²

APERCU DE L'EVALUATION

Afin de répondre à des défis en matière d'accès à de l'information, IMPACT, à travers son initiative REACH et sous le mandat du Groupe de Coordination Inter-Secteur (ISCG), a facilité pour la deuxième fois en Haïti une MSNA qui couvre l'ensemble du territoire, afin d'informer, entre autres, le Cycle de Programmation Humanitaire (HPC) pour 2024.

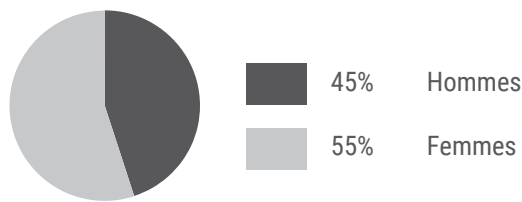
MÉTHODOLOGIE:

La collecte de données auprès des ménages **non déplacés** dans l'Ouest s'est déroulée du 10 juillet au 3 août 2023. Quatre zones de moyens d'existence** ont été couvertes: HT01 - Littoral sec maïs et charbon, HT05 - Plaine ouest bananière d'Arcahaie, HT06 - Ouest maraîchage et haricot, HT07 - Sud haricot, banane et petit commerce.

**Une zone de moyen d'existence représente un espace géographique où les ménages répondent à leurs besoins fondamentaux de survie, tels que la nourriture et le revenu, de manière relativement similaire, avec des opportunités de marché similaires.

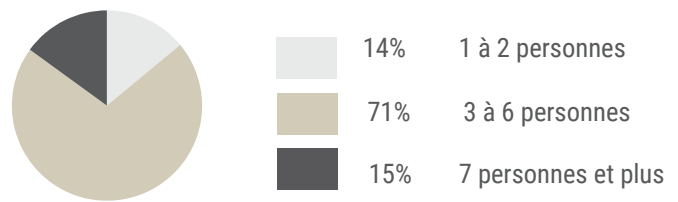
INFORMATIONS CLES SUR LA DEMOGRAPHIE DES MENAGES

% des ménages par genre du chef ou de la cheffe de ménage



11% des ménages interrogés sont composés d'une femme enceinte ou allaitante.

% de ménages par taille du ménage



59% des chef.fes de ménages interrogés ont entre 36 à 65 ans.

PROTECTION

EXPOSITION À DES RISQUES DE PROTECTION

Top 3 des préoccupations en matière de protection pour les femmes et les hommes les plus rapportées:

Pour les femmes

Accident (**14%**)

Sorcellerie* (**4%**)

Abus de substance (drogues, alcool) (**3%**)

Pour les hommes

1

Accident (**14%**)

2

Abus de substance (drogues, alcool) (**10%**)

3

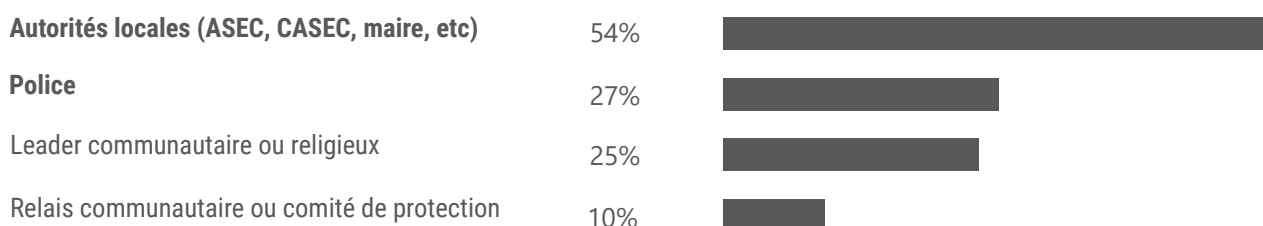
Sorcellerie (**3%**)

12% des ménages dans la zone de moyens d'existence (ZME) *Plaine ouest bananière d'Arcahaie* couvrant les communes d'Arcahaie et Cabaret ont indiqué avoir **comme principale préoccupation de sécurité pour les hommes le fait d'être blessé ou tué par une balle ou une balle perdue.**

8% des ménages dans la zone de moyens d'existence (ZME) *Littoral sec mais et charbon* couvrant les communes d'Anse à Galets et Pointe à Raquette (Ile de la Gonave) ont rapporté comme principale **préoccupation de sécurité pour les femmes le fait de subir du harcèlement ou de la violence sexuelle** par rapport à une moyenne nationale de 4%.

RESSOURCES DISPONIBLES

% de ménages par ressource vers laquelle se tourner en cas d'incident de protection



* Ce choix de réponse peut découler de croyances populaires pouvant cependant avoir un impact tangible sur la vie des répondants. Il peut aussi découler ou traduire une réelle menace liées à des pratiques exercées par des groupes mystiques présents dans la région tel qu'expliqué par les enquêteurs REACH.

RESTRICTIONS DE MOUVEMENT

35%

des ménages dans la zone de moyens d'existence (ZME) *Plaine ouest bananière d'Arcahaie* couvrant **les communes d'Arcahaie et Cabaret** ont indiqué avoir **subi des restrictions de mouvements** au cours des 3 mois précédant la collecte de données. A l'échelle du département, cette proportion est de **7%**.

DOCUMENTS D'IDENTITÉ ET DE LOGEMENT

10%

Des ménages dans le département de l'Ouest ont au moins **un membre du ménage sans document d'identité**.

88%

des ménages dans l'Ile de la Gonave **n'ont aucun type d'accord ou document écrit pour leur logement actuel**.

Plus de la moitié des ménages dans cette zone (**53%**) ont rapporté avoir **un problème lié à l'occupation de leur logement**. Ces problèmes sont principalement **liés à des disputes au sujet de la succession de la propriété (29%)**.

RESSOURCES DISPONIBLES EN CAS DE VIOLENCE SEXUELLE OU BASÉE SUR LE GENRE

% de ménages par ressource vers laquelle se tourner en cas de violence sexuelle ou basée sur le genre :

1 Aucune connaissance des ressources disponibles (**55%**)

2 Leader communautaire (**15%**)

3 Police (**14%**)

28%

Des ménages dans l'Ile de la Gonave ont rapporté que leur préoccupation principale en matière de sécurité pour les filles est **l'exposition aux grossesses précoces**.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Risques de protection les plus rapportés auxquels sont exposés les filles et les garçons

Pour les filles

Grossesse précoce (**9%**)

Accident (**6%**)

Sorcellerie* (**6%**)

1

2

3

Pour les garçons

Accident (**10%**)

Sorcellerie (**6%**)

Abus de substance (drogues, alcool) (**5%**)

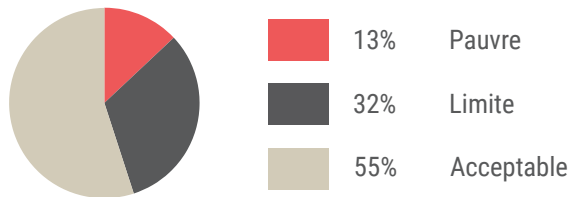
17%

Des ménages dans le département de l'Ouest ont des enfants dont **la principale activité dans la journée est de chercher l'eau**. Pour **4%** des ménages, l'activité principale des enfants est **le travail domestique**.

* Ce choix de réponse peut découler de croyances populaires pouvant cependant avoir un impact tangible sur la vie des répondants. Il peut aussi découler ou traduire une réelle menace liées à des pratiques exercées par des groupes mystiques présents dans la région tel qu'expliqué par les enquêteurs REACH.

SECURITE ALIMENTAIRE

% de ménages selon les catégories du Score de Consommation alimentaire (FCS)

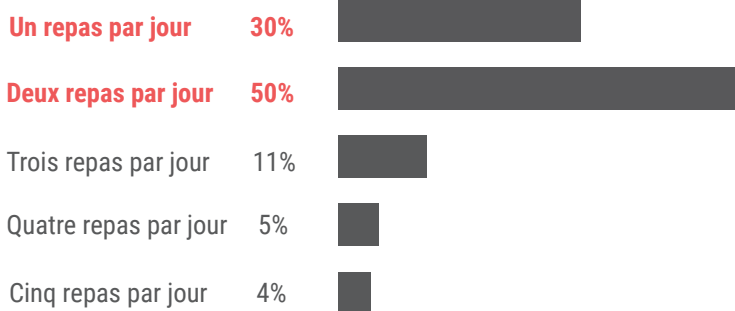


% des ménages selon les niveaux de l'échelle de la faim

Sévère	17%
Modéré	51%
Aucun ou peu	31%

SOURCES D'ALIMENTATION PRINCIPALES

% de ménages selon le nombre moyen de repas consommés par jour par la plupart des membres du ménage



37%

des ménages interrogés dans la **zone de moyen d'existence "Sud haricot, banane et petit commerce"** consomment en moyenne **un repas par jour**.*

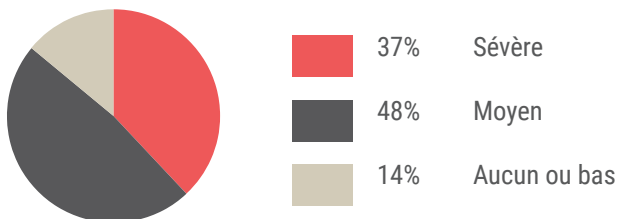
44%

des ménages stockent leurs aliments dans un **conteneur non réfrigéré**

*Une zone de moyen d'existence représente un espace géographique où les ménages répondent à leurs besoins fondamentaux de survie, tels que la nourriture et le revenu, de manière relativement similaire, avec des opportunités de marché similaires.

STRATÉGIES DE SUBSISTANCE (rCSI)

% de ménages selon les niveaux de l'Indice Réduit des Stratégies de Subsistance (rCSI)

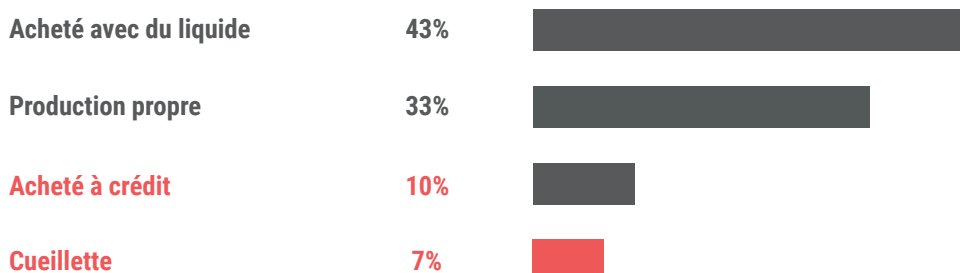


47%

des ménages évalués dans la zone de moyen d'existence *Plaine ouest bananière d'Arcahaie* se trouvent au **niveau sévère de l'rCSI**.

SOURCES D'ALIMENTATION PRINCIPALES

Principales sources alimentaires rapportées par les ménages (en % de ménages) au cours des 30 jours précédant la collecte



10%

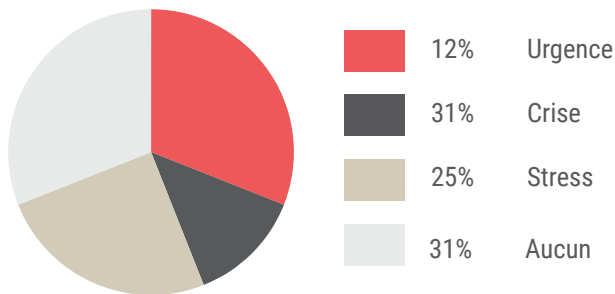
des ménages dans la zone de moyen d'existence *Sud haricot, banane et petit commerce* **dépendent de la cueillette comme source d'alimentation principale**.

MOYENS DE SUBSISTANCE

STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX MOYENS DE SUBSISTANCE (LCSI)

% de ménages selon les niveaux d'Indice des Stratégies d'Adaptation aux Moyens de Subsistance (LCSI)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



SATISFACTION DES BESOINS PRIORITAIRES

47% des ménages ont pu satisfaire **entre 0 et 25%** de leurs besoins prioritaires.

26% des ménages ont pu satisfaire **entre 26% et 50%** de leurs besoins prioritaires.

CHOC SUBIS ET IMPACT

32% des ménages ont rapporté **avoir subi un choc ayant un impact sur leur capacité à satisfaire leurs besoins prioritaires.**

Parmi eux, les types d'impact les plus fréquemment rapportés sont:

Accès à la nourriture	47%
Accès à l'activité de subsistance principale	31%
Disponibilité de la nourriture dans la région	23%
Accès à la santé	14%
Accès à l'école pour les enfants	13%
Accès à a source d'eau principale	6%

Plus d'un tiers des ménages (**38%**) ont déclaré avoir fait face à un choc ayant eu un **impact négatif sur l'accès à l'activité de subsistance principale**. Parmi ces ménages, les types de chocs les plus fréquemment rapportés sont:

- **Prix anormalement élevés des denrées alimentaires (13%)**
- **Maladie grave ou accident entraînant une blessure pour un membre du ménage (9%)**

ACCÈS AUX PRESTATAIRES FINANCIERS ET AUX MARCHÉS

Principaux types de prestataire de services financiers accessibles rapportés dans la zone (% des ménages)

Agents d'argent mobile (MonCASH, Natcash, etc)	74%
Services formels de transfert d'argent (Western Union, etc.)	40%
Groupes d'épargne informels gérés par les membres (Banques villageoises, AVEC / associations villageoises d'épargne et de crédit, MUSO / mutuelles de solidarités)	25%
Prêteurs sur gages	14%
Aucun prestataire/fournisseur de services financiers dans la localité ou aucun accès	11%

24%

des ménages ont indiqué que le **marché fonctionnel le plus proche était à plus d'une heure de marche.**

4%

mettent **plus de 3 heures** pour y accéder.

EAU POTABLE, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

ACCÈS À L'EAU

13%

Des ménages dépendent de **sources d'eau non améliorées*** comme principale source d'eau potable.

Les sources d'eau non améliorées incluent les options suivantes: source non protégée, puits non protégés et eau de surface.

Top 3 des sources d'eau potable principale rapportées par les ménages (% des ménages)

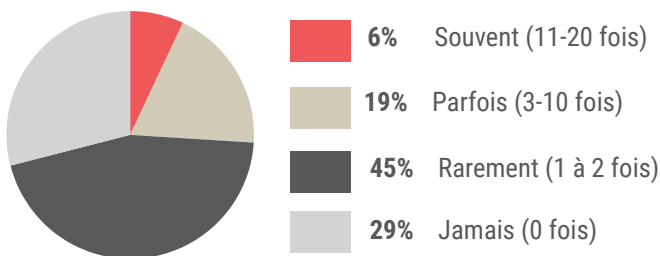
Robinet public ou borne-fontaine 29%

Puits protégés 9%

Source non protégée 8%

% de ménages selon la fréquence à laquelle ils n'ont pas eu suffisamment d'eau potable

Au cours des 4 semaines précédant la collecte



Top 3 des principaux obstacles pour accéder à une quantité suffisante d'eau

1 Points d'eau trop éloignés (18%)

2 Nombre insuffisant de points d'eau/longue attente aux points d'eau (16%)

3 Eau trop chère (8%)

Pour le **trajet aller-retour pour chercher de l'eau**, environ **11%** des ménages nécessitent plus de 30 minutes mais moins d'une heure, tandis que **5%** des ménages consacrent entre 1 et 2 heures à cette tâche. De plus, **15%** des ménages confient cette responsabilité aux **garçons âgés de 3 à 17 ans**, tandis que **14%** déclarent que ce sont les **filles du même groupe d'âge qui s'en chargent**.

ACCES AUX INFRASTRUCTURES SANITAIRES

17%

des ménages n'ont **pas accès à des installations sanitaires et utilisent des buissons/champs**. **17%** des ménages utilisent des installations sanitaires non améliorées.

% de ménages signalant des problèmes liés aux infrastructures sanitaires, par type de problème le plus fréquemment rapporté

1 Les installations sanitaires ne sont pas propres ou hygiéniques (55%)

2 Les installations sanitaires ne sont pas privées (pas de serrures/portes/murs/éclairage) (36%)

3 Les installations ne sont pas séparées entre hommes et femmes (29%)

4 Manque d'installations sanitaires ou trop d'affluence (16%)

5 Les installations sanitaires ne fonctionnent pas ou sont pleines (15%)

11% des ménages **partagent leurs installations sanitaires avec des personnes extérieures au ménage**.

HYGIENE MENSTRUELLE

47%

des ménages ont indiqué que les femmes au sein du ménage utilisent du tissu réutilisable comme matériel menstruel.

40%

des ménages ont indiqué que les femmes au sein du ménage ont un type de matériel menstruel préféré mais qu'elles ne peuvent pas utiliser.

ABRIS ET BIEN NON ALIMENTAIRES

ACCÈS À UN ABRI ADÉQUAT

38%

des ménages vivent dans un abri non adéquat.*

*Les abris non adéquats réfèrent aux choix suivants: abri non adéquat léger avec toit en tôle et un mur en block/parpaing, abri non adéquat d'urgence en bâche uniquement, abri non adéquat léger avec des matériaux improvisés (toit en bâche), aucun abri (dormir à l'air libre), bâtiment non couvert/non fini, abri collectif.

3 principaux types d'abri par % des ménages

- 1 Abri non adéquat léger avec toit en tôle et un mur en block/parpaing (**38%**)
- 2 Maison finie (**25%**)
- 3 Abri adéquat traditionnel avec toit en tôle et un mur en bois/argile (**19%**)

59%

des ménages ont rapporté résider dans un abri qui ne peut pas résister aux aléas climatiques.

FONCTIONNALITÉ DES ABRIS

% de ménages vivant dans un espace domestique où il est non fonctionnel ou impossible de:

Cuisiner	32%	
Éclairer	14%	
Stocker de la nourriture et de l'eau	10%	
Dormir	3%	

3 principales raisons pour lesquelles l'espace domestique est non fonctionnel ou impossible pour:

Éclairer

Pas d'électricité/ lampe solaire (**92%**)

Accès à l'électricité intermittent et insuffisant (**24%**)

Autres (**3%**)

Cuisiner

1 Manque d'accès à l'équipement de cuisine (**65%**)

2 Insuffisance d'articles non alimentaires de base (**54%**)

3 Installations de cuisine dangereuses (**15%**)

DOMMAGE SUR LES ABRIS

% de ménages par type de dommages les plus fréquemment signalés pour l'abri

Fuite en cas de pluie	35%
Dommages aux murs	31%
Dommages aux sol	24%
Dommages mineurs à la toiture	23%
Dommages au toit avec risque d'effondrement	15%
Dommages aux fenêtres et/ou aux portes	8%

ARTICLES NON ALIMENTAIRES

% de ménages par type d'articles non alimentaires essentiels qui manquent dans le ménage

58% Moustiquaire	55% Matelas
51% Torche et lampe solaire	45% Bassine de lavage

ABRIS SURPEUPLÉS

% de ménages vivant dans des abris surpeuplés qui ne garantissent pas leur intimité

22%

des ménages interrogés disposent de **moins d'une pièce pour trois personnes** au sein du ménage.

SANTÉ

BESOINS EN SANTÉ

20%

des individus parmi les **26%** ayant signalé un besoin de prise en charge ou d'assistance en soins ont indiqué que ce besoin n'a pas été comblé
Au cours des 3 mois précédant la collecte de données

Top 3 des besoins de soins de santé n'ayant pas été comblés rapportés par % d'individus

- 1 Consultation ou médicaments pour une maladie aiguë/soudaine (fièvre, diarrhée, toux, etc.) (**49%**)
- 2 Consultation / bilan de santé préventif (**19%**)
- 3 Consultation ou médicaments pour une maladie chronique (diabète, hypertension, etc.) (**13%**)

BARRIÈRES D'ACCÈS

Les barrières les plus rapportées pour accéder aux infrastructures de santé (% des ménages)

Aucun établissement de santé fonctionnel	14%	
Ne pouvait pas payer le coût de la consultation	14%	
Ne pouvait pas payer le coût du traitement	13%	

25% des ménages ont rapporté qu'un choc subi a eu un impact sur l'accès aux services de santé.

5% des ménages mettent plus de trois heures pour accéder à l'infrastructure de santé fonctionnelle a plus proche
Par le moyen de transport habituel

Éléments de contexte

En Haïti, outre le défi posé par le manque d'infrastructures sanitaires adéquates pour répondre aux besoins de la population, l'insécurité aggrave la difficulté d'accès aux soins de santé. Cette situation découle notamment de l'absence d'hôpitaux et de centres de santé à proximité, ainsi que des coûts élevés des services médicaux. OCHA souligne particulièrement le nombre préoccupant de médecins enlevés entre 2022 et 2023, dépassant la trentaine, ainsi que la diminution de l'utilisation des services de santé due à la présence de zones sous le contrôle de groupes armés, parmi d'autres facteurs.¹

Soins nutritionnels

% de ménages par type d'infrastructure habituellement utilisée pour les soins nutritionnels Parmi ceux qui ont des enfants de moins de 5 ans

Hôpital privé	43%
Hôpital gouvernemental	31%
Clinique d'ONG	18%

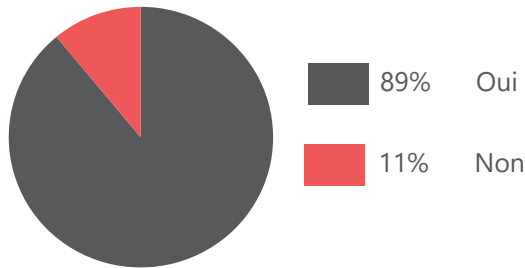
87% de ménages parmi ceux qui ont des enfants de moins de 5 ans n'ont pas connaissance de services nutritionnels disponibles dans leur commune

24 % des ménages interrogés ont des cheffes de ménage qui sont allaitantes alors que **17%** des ménages interrogés ont des cheffes de ménages enceintes.

ÉDUCATION

SCOLARISATION

% d'enfants en âge scolaire (entre 5 et 17 ans) inscrits dans une école scolaire formelle pour l'année scolaire 2022-2023



5% d'enfants en âge scolaire (entre 5 et 17 ans) ne fréquentent pas l'école régulièrement durant l'année 2022-2023, parmi les **89%** d'enfants en âge scolaire et inscrits dans une école formelle.

30% des enfants dans zone de moyen d'existence *Ouest maraîchage et haricot* située principalement dans la commune de Fonds-Verrettes n'ont pas été inscrits dans une école en 2022-2023.

BARRIÈRES D'ACCÈS

Les trois raisons les plus rapportées pour lesquelles les enfants en âge scolaire ne fréquentaient pas régulièrement* l'école

*Fréquenter régulièrement l'école équivaut à une fréquentation d'au moins quatre jours par semaine



50% des ménages ont rapporté que le principal obstacle à l'inscription ou la fréquentation de l'école est lié aux **coûts d'éducation trop élevés**.



14% des ménages ont rapporté que le principal obstacle est lié à **l'insécurité sur le chemin de l'école ou à l'école** alors que **7%** l'ont mentionné à l'échelle nationale.



4% des ménages ont rapporté que le principal obstacle est lié à **la distance et au manque de transport**. Cette proportion est plus élevée que celle à l'échelle nationale (**2%**).

22% des ménages ont rapporté qu'un **choc subi a eu un impact sur l'accès à l'école** pour leurs enfants.

CONDITIONS D'APPRENTISSAGE

5% des ménages ont des enfants qui n'ont pas pu **se rendre à l'école en toute sécurité et apprendre dans des conditions sûres** durant l'année scolaire 2022-2023.

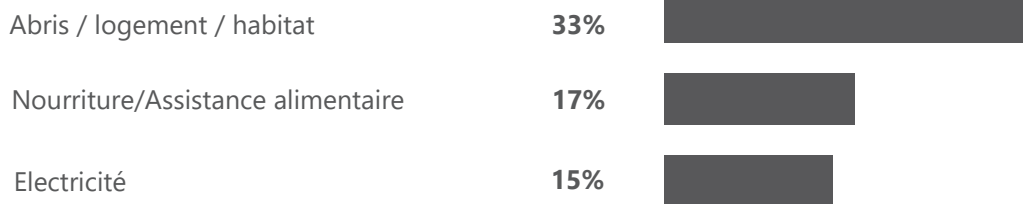
Les raisons les plus rapportées liées aux mauvaises conditions de sécurité des enfants (% de ménages)

- 1** Attaque / incident sécuritaire à l'école (**49%**)
- 2** Manque de personnel enseignant qualifié pour fournir un soutien psychosocial (**17%**)
- 3** Infrastructures dangereuses (**7%**)

REDEVABILITÉ

PRIORITÉS ET PRÉFÉRENCES

% de ménages selon leur 1er besoin prioritaire



MODALITÉS D'ASSISTANCE PRÉFÉRÉES

Top 3 des modalités d'assistance préférées pour les besoins prioritaires plus rapportés

Pour les besoins en nourriture

Argent via transfert (62%)

En nature (57%)

Vouchers / coupons (8%)

Pour les besoins en abris

Argent via transfert bancaire (49%)

En nature - mise à disposition d'un logement (36%)

Argent liquide (32%)

ACCÈS À L'ASSISTANCE HUMANITAIRE

1%

des ménages ont rapporté avoir reçu une assistance humanitaire.

Au cours des 12 mois précédant la collecte.

87%

des ménages **n'ont pas connaissance des critères de sélection des bénéficiaires** établis par les organisations humanitaires.

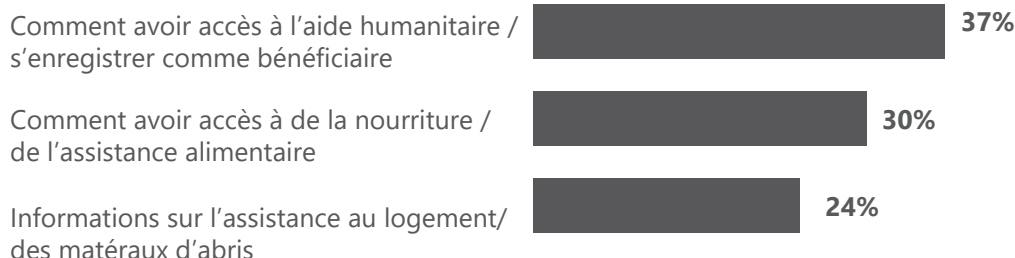
CONNECTIVITÉ ET ACCÈS AUX TÉLÉPHONES

16%

des ménages **n'ont aucune couverture de réseau mobile** et **12%** ont rapporté **n'avoir en leur possession aucun téléphone**.

INFORMATION ET MECANISMES DE GESTION DES PLAINTES

% de ménages par type d'information qu'ils aimeraient recevoir de la part des acteurs humanitaires



95%

des ménages ont rapporté **ne pas avoir eu connaissance de mécanismes de retour d'information et de plaintes**.

MÉTHODOLOGIE

En coopération avec les secteurs, groupes de coordination et autres acteurs humanitaires, REACH a réalisé cette évaluation multisectorielle auprès des ménages non déplacés ayant couvert l'ensemble du territoire haïtien. L'évaluation est construite sur la base d'un échantillonnage à deux étapes stratifiées par grappes en appliquant un intervalle de confiance de 95%, une marge d'erreur de 10 %, ainsi qu'un tampon de 10%. Les résultats de cette enquête quantitative sont représentatifs à l'échelle des départements et des zones de moyen d'existence pour l'ensemble du territoire hors ZMPAP.

Les zones de moyens d'existence couvertes dans l'OUEST sont les suivantes:

"HT01 - Littoral sec maïs et charbon, HT05 - Plaine ouest bananière d'Arcahaie, HT06 - Ouest maraîchage et haricot, HT07 - Sud haricot, banane et petit commerce."

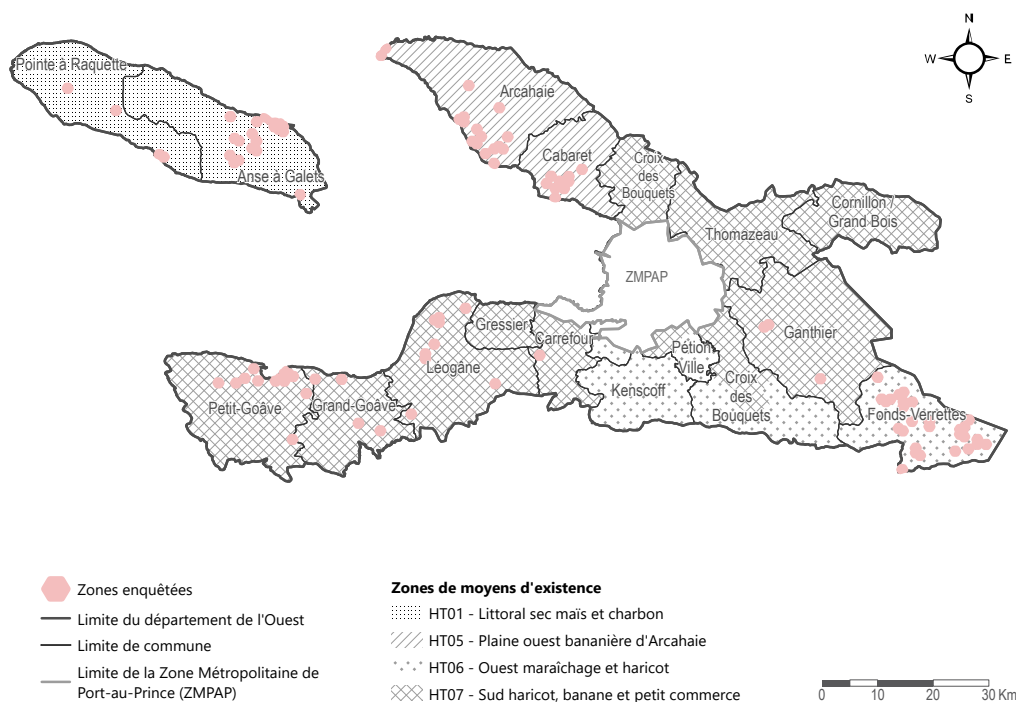
DÉFIS ET LIMITES

Une limite de l'enquête est liée au fait que certains sujets considérés comme sensibles (protection, hygiène menstruelle ou encore santé mentale) peuvent avoir été sous-rapportés par les répondants.

L'autre limite est liée au fait que les données collectées ne soient représentatives qu'à une échelle départementale et non communale, ce qui aurait pu faciliter la compréhension du contexte du département de l'Ouest dans sa diversité et élaborer sur les défis et besoins humanitaires présents au sein des communes situées dans le département.

Enfin, les résultats présentés dans cette fiche d'information n'incluent pas les résultats de la MSNA 2023 dans la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince où une enquête spécifique à cette région a été conduite. Pour consulter les résultats de la MSNA 2023 dans la ZMPAP, veuillez consulter [le rapport réalisé couvrant cette zone.](#)

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE



A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

NOTES DE BAS DE PAGE

PAGE 1

¹ OCHA, [Haïti : Etat des lieux de la réponse humanitaire Rapport de Situation](#) – Juillet 2023.

² Médecins du Monde, [Haïti : Quand la peur empêche d'aller chez le médecin](#), juin 2021

PAGE 8

¹OCHA, [Haïti: Plan de Réponse Humanitaire](#), Avril 2023.